



**Conseil d'administration
du Programme
des Nations Unies
pour le développement
et du Fonds des
Nations Unies pour la
population**

Distr.
GENERALE

DP/1996/12
2 février 1996
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Deuxième session ordinaire
25-29 mars 1996, New York
Point 10 de l'ordre du jour provisoire
PNUD

PNUD : PROGRAMMATION PAR PAYS ET EXAMENS A MI-PARCOURS

Rapports sur les examens à mi-parcours : aperçu général

Rapport de l'Administrateur

I. INTRODUCTION

1. Dans sa décision 92/28 du 26 mai 1992, le Conseil d'administration a prié l'Administrateur de lui faire rapport sur les examens à mi-parcours du cinquième cycle de programmation par pays et de programmation multinationale 1/ qui auraient été entrepris pendant la période 1993-1995. Le présent rapport est le cinquième et dernier d'une série de rapports établis conformément à cette demande 2/. Il résume les questions qui ont surgi le plus fréquemment lors des examens à mi-parcours réalisés pendant la période de référence, et en particulier les conclusions retirées lors de la soixantaine d'examens réalisés en 1995.

2. Le présent rapport analyse les principales questions qui se sont dégagées, en insistant particulièrement sur les quatre questions spécifiques mentionnées au paragraphe 2 de la décision 92/28 du Conseil, à savoir l'expérience acquise en matière d'exécution nationale, le renforcement des capacités nationales, les nouveaux arrangements relatifs aux dépenses d'appui et l'approche-programme, et sur les projets rencontrés dans ce domaine.

3. L'on trouvera à l'annexe I une récapitulation comparative des engagements financiers et des chiffres indicatifs de planification (CIP) pour les pays dont les programmes ont fait l'objet d'un examen à mi-parcours en 1995 et, à l'annexe II le calendrier des examens à mi-parcours réalisés pendant la période 1993-1995. En outre, l'on trouvera à l'annexe III une liste des examens à mi-parcours prévus pour 1996; les rapports correspondant pourront être publiés, selon ce que déterminera le Conseil d'administration.

4. Les additifs 1 à 5 au présent document contiennent les examens des programmes des pays suivants : Mozambique (DP/1996/12/Add.1), République démocratique populaire lao (DP/1996/12/Add.2), Yémen (DP/1996/12/Add.3), Brésil (DP/1996/12/Add.4) et Roumanie (DP/1996/12/Add.5).

II. DEROULEMENT DES EXAMENS A MI-PARCOURS

5. Le processus d'examen à mi-parcours des programmes de pays et des programmes multinationaux du cinquième cycle a généralement été plus lent que l'Administrateur le prévoyait dans le rapport (DP/1996/6) qu'il a soumis au Conseil d'administration à sa session extraordinaire, en février 1993, dans lequel il avait présenté un calendrier provisoire pour les différents examens. Le processus a commencé en 1993, année pendant laquelle il n'a été procédé qu'à sept examens, comme indiqué à l'annexe II. Son rythme s'est considérablement accéléré l'année suivante, pendant laquelle 14 programmes ont été examinés et, à la fin de 1995, il avait été procédé à 103 examens à mi-parcours, soit 79 % de tous les examens auxquels il peut être procédé dans le contexte du cinquième cycle.

6. Le calendrier initialement prévu pour les examens à mi-parcours n'a pas pu être tenu pour différentes raisons, dont les suivantes :

a) La lenteur avec laquelle les nouveaux programmes concernant l'introduction de nouvelles initiatives, comme l'approche-programme ont été mis au point;

b) L'attention qui a dû être accordée, au niveau des pays, à d'autres processus en rapport avec les programmes des Nations Unies, comme les tables rondes, les réunions des groupes consultatifs et l'élaboration des notes sur les stratégies de pays et des études prospectives nationales à long terme;

c) Différents événements (par exemple des élections nationales) qui, dans les pays bénéficiaires, ont retardé l'exécution du programme;

d) Les réaffectations périodiques des cadres, qui ont nui à la continuité dans la gestion des bureaux extérieurs du PNUD.

7. Afin de faciliter le processus d'examen à mi-parcours, le PNUD a publié en 1993 une série de nouvelles directives, ultérieurement mises à jour en 1994 à la lumière de la décision 94/14 du Conseil d'administration en date du 10 juin 1994 relative aux "Initiatives pour le changement" et compte tenu aussi des réactions suscitées par les directives initiales. Les dossiers conjoints relatifs aux questions d'intérêt commun ont été évalués d'abord par les comités d'examen des programmes des bureaux régionaux puis par le Comité d'examen des programmes du Siège. Le Siège du PNUD, pour sa part, a fourni un appui supplémentaire, dans le cadre des Ressources spéciales du Programme 3/, aux fins de l'examen de 35 programmes de pays et programmes multinationaux. Dans les bureaux extérieurs dotés de moyens relativement modestes, les ressources supplémentaires ainsi fournies ont permis de faire établir des analyses sectorielles et thématiques indépendantes qui ont été examinées pendant le processus d'examen.

III. CONSTATATIONS GENERALES

8. Invariablement, le processus d'examen à mi-parcours a été jugé positif et instructif par tous les intéressés, à savoir le gouvernement, le PNUD, les institutions spécialisées des Nations Unies et les donateurs bilatéraux et organisations non gouvernementales concernés. Il offrait en effet à tous les

/...

participants une occasion utile de faire le bilan des activités réalisées non seulement au niveau des projets mais aussi au niveau global ou au niveau des programmes, ce qui permettait de déterminer dans quelle mesure les programmes de pays demeuraient adaptés aux besoins et les résultats souhaités avaient des chances d'être atteints, de résoudre les problèmes opérationnels rencontrés et de préparer le terrain pour le prochain cycle de programmation.

9. La qualité des examens à mi-parcours a varié, selon le moment auquel l'opération s'est insérée dans l'ensemble du cycle de programmation, l'intensité et la portée de la participation du gouvernement, du PNUD et des institutions intéressées et de la qualité des programmes, c'est-à-dire la clarté avec laquelle les activités et les objectifs prévus par le programme initial avaient été définis.

10. Lorsque les programmes de pays ont été examinés vers le début du cycle, il a été plus facile de mettre en oeuvre les recommandations formulées lors de l'examen à mi-parcours que lorsque les projets ont été analysés sur la fin du cycle. En outre, l'application des décisions prises à cette occasion a été particulièrement efficace lorsque les gouvernements ont pleinement assumé le rôle de direction qui leur revenait, spécialement pour ce qui était des décisions à prendre pour résoudre les problèmes opérationnels rencontrés, par exemple lorsque le gouvernement avait tardé à prendre les décisions requises ou à assumer ses obligations de contrepartie.

11. Les examens à mi-parcours de 1995 ont également fait apparaître que, pour l'essentiel, les programmes de pays et les programmes multinationaux du cinquième cycle étaient conformes aux priorités nationales de développement en général et aux priorités définies par le Conseil d'administration, telles qu'elles étaient indiquées dans ses décisions 90/34 du 23 juin 1990 et 94/14 du 10 juin 1994. Certains programmes de pays avaient été ajustés en dehors du processus d'examen à mi-parcours afin de mieux les adapter aux circonstances qui se faisaient jour dans les pays considérés et de tenir compte des nouvelles orientations données aux activités du PNUD par les "Initiatives pour le changement". La dévaluation du franc CFA en janvier 1994 avait conduit à ajuster les programmes d'un certain nombre de pays francophones du centre et de l'Ouest de l'Afrique pour mettre l'accent sur les problèmes de développement social et de gestion économique suscités par la dévaluation. De même, l'introduction de programmes d'ajustement structurel dans plusieurs pays avait offert au PNUD de nouvelles possibilités de réorienter les activités, de renforcer les capacités des gouvernements de gérer le processus d'ajustement et de mitiger certaines des conséquences défavorables entraînées par l'ajustement structurel.

IV. QUESTIONS RELATIVES AUX PROGRAMMES

Exécution nationale

12. L'une des constatations retirées lors de presque tous les examens à mi-parcours a été que le nombre de programmes et de projets gérés selon la modalité de l'exécution nationale avait augmenté par rapport au cycle précédent. Cette modalité avait particulièrement contribué à susciter un engagement accru des pays dans l'exécution des programmes et avait favorisé l'intégration de la coopération extérieure aux programmes nationaux. D'une façon générale, les

/...

institutions nationales assumaient une responsabilité accrue en ce qui concerne le recrutement du personnel des projets, le placement des boursiers, l'acquisition du matériel, la gestion financière, les rapports et les autres activités d'exécution.

13. Dans le cas de plusieurs examens à mi-parcours, cependant, l'on a relevé que l'exécution nationale avait suscité certains problèmes administratifs. La conclusion générale était que les procédures actuellement appliquées à l'approche de l'exécution nationale étaient lourdes à manier, spécialement en comparaison des procédures nationales et de celles appliquées par les autres partenaires du développement. L'on a relevé en particulier la pratique consistant à exiger tous les trois mois des demandes d'avances et des rapports sur les dépenses, pratique que la République de Corée, par exemple, avait considérée comme absorbant un temps inutile et non conforme aux usages locaux.

14. D'une façon générale, les bureaux extérieurs et les gouvernements se sont employés de différentes façons à faire face aux problèmes administratifs posés par la modalité de l'exécution nationale. Grâce à de vastes programmes régionaux et nationaux de formation, on avait pu faire mieux comprendre les procédures à suivre et les mécanismes redditionnels à respecter en pareil cas. En outre, l'on avait parfois créé, grâce à un financement au titre des projets, des services spéciaux d'exécution nationale, par exemple en Chine, en Egypte, en Inde, au Liban, au Malawi, au Viet Nam et en Zambie; dans d'autres cas, en sus des directives standard publiées par le PNUD à ce sujet, l'on avait élaboré des directives spécialement à l'intention des pays; enfin, un appui direct avait parfois été fourni par le bureau du PNUD dans le pays et/ou le Bureau des services d'appui aux projets du Secrétariat de l'ONU.

15. L'Administrateur a pris note des enseignements tirés de l'exécution nationale, tels qu'ils ressortaient des examens à mi-parcours, et spécialement de la nécessité de revoir la nature et la fréquence des procédures et des conditions applicables afin de les rapprocher des pratiques nationales et de celles appliquées par les autres partenaires du développement, sans pour autant compromettre les mécanismes redditionnels en matière financière et en matière d'exécution. Une évaluation formelle de la modalité de l'exécution nationale, portant sur 11 pays et 35 projets, a été réalisée à la mi-1995, et les conclusions et recommandations formulées sont prises en considération lors de la mise à jour des procédures et conditions applicables à la modalité de l'exécution nationale, afin de faire en sorte que l'application de cette approche ait pour effet de renforcer les capacités nationales et l'engagement des gouvernements dans les activités de développement.

Renforcement des capacités

16. Le renforcement des capacités nationales était l'objectif central de la plupart des programmes de pays qui ont été examinés, sauf dans un petit nombre de pays, où l'accent était mis plutôt sur les activités humanitaires, y compris au moyen de la prestation directe de services humanitaires, par exemple au Burundi, en Haïti, au Rwanda et dans d'autres pays.

17. Dans le cas de la plupart des programmes de pays, il a été préconisé l'application de stratégies classiques pour renforcer les capacités,

/...

spécialement en organisant des programmes de formation sous forme d'ateliers, de séminaires, de formation en cours d'emploi et de bourses, et aussi en confiant aux fonctionnaires recrutés sur le plan international le soin non seulement de fournir des services directs mais aussi de former leurs homologues nationaux. D'une façon générale, ces approches ont beaucoup contribué à renforcer les compétences au niveau individuel comme au niveau des institutions. Cependant, le PNUD s'est rendu compte que le renforcement des capacités est un processus complexe qui exige la conjugaison de systèmes décisionnels à différents niveaux : central, régional, sous-régional et local. Aussi le PNUD s'est-il efforcé, dans le contexte de plusieurs programmes de pays, de faire participer les bénéficiaires visés, dans le cadre d'un processus d'émancipation, aux activités de renforcement des capacités. Les efforts déployés à cette fin ont été particulièrement fructueux au Myanmar et au Soudan dans le contexte des programmes de développement local ainsi qu'en Argentine et au Pérou dans le cadre des efforts qui ont été déployés pour renforcer la capacité des gouvernements provinciaux et des administrations locales de préparer, d'exécuter et de gérer les activités de développement.

18. D'une manière générale, les contraintes qui continuent d'entraver le renforcement durable des capacités nationales dans les domaines appuyés par le PNUD subsistent, notamment dans les pays les moins avancés, en raison de l'absence d'une masse critique de personnel national suffisamment formé, du taux de rotation élevé de ce personnel et de l'inexécution des engagements pris par les gouvernements de contribuer, au moyen de ressources budgétaires et en nature, à l'exécution des projets. La plus grave de ces contraintes opérationnelles tient à l'absence ou à l'insuffisance persistante des encouragements fournis par le secteur public, notamment en matière de rémunération et d'incitations.

19. Le PNUD attache une importance particulière à toutes les questions liées au renforcement des capacités nationales et les activités qu'il a réalisées récemment dans ce domaine ^{4/} en collaboration avec l'Institut pour le développement international de l'Université de Harvard pourront contribuer de façon particulière à aider les bureaux extérieurs et les gouvernements à évaluer systématiquement les besoins et les problèmes qui se posent en matière de renforcement des capacités nationales ainsi qu'à élaborer des stratégies appropriées pour les résoudre. En outre, le PNUD aide les gouvernements dans les efforts qu'ils déploient pour mettre en oeuvre les réformes administratives nécessaires afin de créer un environnement plus propice à un renforcement durable des capacités.

Nouveaux arrangements relatifs aux dépenses d'appui

20. Depuis l'introduction, en 1992, des nouveaux arrangements relatifs aux dépenses d'appui, le PNUD a beaucoup investi dans la formation, les systèmes d'aide à la gestion (logiciels) et l'amélioration des directives opérationnelles. Il ressort des examens à mi-parcours que les arrangements relatifs aux dépenses d'appui semblent aujourd'hui mieux compris, particulièrement pour ce qui est de la distinction à établir entre l'exécution, les services d'appui technique et les services administratifs opérationnels ainsi que des principes sous-jacents que sont l'appartenance gouvernementale, la responsabilité du PNUD et les compétences des agents d'exécution.

21. Les SAT-1 ont été utilisés principalement pour la fourniture de services consultatifs sectoriels et plurisectoriels et l'élaboration de stratégies. D'une façon générale, ces services ont abouti à l'élaboration de cadres de préparation des programmes et de programmes de coopération technique et, dans certains cas, par exemple en République-Unie de Tanzanie, au Soudan, en Thaïlande et au Viet Nam, différents ministères ont incorporé les résultats des activités entreprises dans le cadre des SAT-1 à leur propre politique générale. Comme cela avait été relevé aussi lors d'examens précédents, l'on a considéré que les SAT-1 devraient refléter les exigences des pays plus qu'ils ne le font à l'heure actuelle et devraient être élargis pour englober d'autres institutions compétentes, et notamment des institutions nationales et régionales. Si les règles de participation étaient modifiées et les ressources accrues, les SAT-1 pourraient utilement servir à étudier des questions de politique macro-économique ou de politique sectorielle et constituer pour le PNUD une base fort nécessaire sur laquelle il pourrait participer au dialogue politique à un niveau plus élevé.

Approche-programme

22. Pour différentes raisons, les progrès accomplis sur la voie de l'adoption et de l'application officielles de l'approche-programme aux programmes de pays du cinquième cycle demeurent lents. Dans sa résolution 47/199 adoptée le 22 décembre 1992, c'est-à-dire à peu près en même temps que le début du cinquième cycle pour la période 1992-1996, l'Assemblée générale a instamment demandé que l'on parvienne à une interprétation commune de cette approche. Lorsque des directives opérationnelles claires ont finalement été disponibles, et compte tenu de la période de gestation moyenne des projets, l'on avait déjà, dans le cadre de la plupart des programmes de pays, affecté les ressources à des projets nouveaux mais d'un type classique et à des projets existants reportés du quatrième cycle.

23. Cela étant, la plupart des programmes de pays qui ont fait l'objet d'un examen à mi-parcours demeurent, pour l'essentiel, orientés vers des projets, même s'ils sont mieux ciblés et portent sur des domaines prioritaires moins nombreux (quatre en moyenne) que pendant le quatrième cycle. De plus, le phénomène de "dispersion" des projets enregistré par le passé a été atténué grâce à un regroupement des petits projets et des activités autour de thèmes et de secteurs spécifiques qui a amélioré l'impact des programmes.

24. D'une manière générale, les programmes élaborés à un stade plus avancé du cinquième cycle ont tendu à appliquer l'approche-programme, et des progrès significatifs ont été relevés à cet égard en Egypte, en Ethiopie, en Inde, en Indonésie et au Nigéria ainsi que dans d'autres pays. Le processus d'apprentissage que son application a supposé a également fait apparaître certains problèmes conceptuels et opérationnels. C'est ainsi que les priorités et les programmes nationaux sont rarement articulés dans les formes et avec le degré de détail qu'exige l'approche-programme. Celle-ci est souvent implicite plutôt qu'explicite dans les programmes nationaux. Par ailleurs, les programmes sont par définition plurisectoriels et appellent une coordination interministérielle et des liens qui n'existent généralement pas ou qui sont difficiles à établir. Aussi importe-t-il de faire preuve de souplesse dans l'interprétation et l'application de l'approche-programme.

25. Quelques gouvernements demeurent sceptiques quant à l'intérêt que présente l'approche-programme par rapport, par exemple, à un grand projet de type classique en raison de ses coûts élevés en termes d'information, de formulation, d'opportunité, de gestion et de temps, spécialement pendant une période généralement caractérisée par des compressions des crédits administratifs. Son intérêt en tant que moyen de mobilisation des ressources a été mis en doute dans le cas de l'Ethiopie, de la République de Corée et de la République-Unie de Tanzanie, pays où, en dépit des larges consultations préalablement menées avec les donateurs, y compris les donateurs bilatéraux, les programmes n'ont généralement pas réussi à attirer des ressources additionnelles. L'on peut donc en conclure que, tous comptes faits, la plupart des donateurs préfèrent encore travailler à l'intérieur de leurs propres structures.

26. Pour faire mieux comprendre l'approche-programme et faciliter son application à la programmation par pays, le PNUD a préparé des documents d'appui aux programmes et des directives concernant les arrangements de réalisation de l'appui aux programmes (1993) ainsi qu'un module de formation qui comporte notamment une partie vidéo (1994), et a participé, en tant que membre du Comité consultatif pour les questions relatives aux programmes et aux opérations (CCQPO) aux travaux sur les directives relatives au suivi et à l'évaluation de l'application de l'approche-programme (1994). Le PNUD collabore également avec le centre de l'Organisation internationale du Travail (OIT) à Turin et avec le Comité administratif de coordination et le CCPQO à la préparation d'un module de formation générique à l'approche-programme destiné aux organismes de développement des Nations Unies et aux autres groupes intéressés. Enfin, le PNUD procède actuellement à une évaluation des résultats d'ensemble qu'a donnés l'application de l'approche-programme et il publiera sous peu une série révisée d'instructions visant à faciliter sa mise en oeuvre.

V. SITUATION EN MATIERE DE RESSOURCES

27. Comme indiqué à l'annexe I, à mi-parcours de la plupart des programmes de pays, une forte proportion du CIP programmable avait été engagée; il y a plusieurs raisons à cela : le nombre élevé de projets reportés du cycle précédent et une réduction 30 % du montant des CIP en 1994. Au total, ces facteurs ont restreint la capacité d'adapter les programmes aux possibilités nouvelles. Cependant, certains pays, spécialement d'Amérique latine, ont dans une large mesure réussi à mobiliser des ressources additionnelles au titre de la participation aux coûts des gouvernements dans le cadre de leurs programmes de pays. Une évaluation formelle des résultats donnés en Amérique latine par les efforts de mobilisation des ressources et de participation aux coûts a été entreprise à la fin de 1995, et les constatations et principaux enseignements retirés seront intégrés à la version révisée des directives générales du PNUD relatives à la mobilisation des ressources.

VI. PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS QUI SE DEGAGENT DU PROCESSUS D'EXAMEN A MI-PARCOURS DU CINQUIEME CYCLE

28. Le PNUD a tiré plusieurs enseignements du processus d'examen à mi-parcours des programmes de pays et des programmes multinationaux du cinquième cycle, et notamment les suivants :

/...

- a) Les modalités de l'exécution nationale et de l'approche-programme ont contribué à renforcer le sentiment d'appartenance des programmes et l'intégration de la coopération extérieure aux programmes nationaux. Le PNUD s'emploie actuellement à rationaliser les arrangements d'application de ces modalités afin d'en atténuer la complexité et d'alléger la charge administrative qu'elles représentent sans pour autant compromettre ses obligations additionnelles sur les plans financiers et opérationnels;
- b) Élément lié à celui mentionné à l'alinéa a), la modalité de l'exécution nationale et, à un moindre degré, l'approche-programme ont, dans quelques pays, exigé la création de services administratifs spéciaux en dehors des mécanismes nationaux de planification et des structures budgétaires institutionnelles nationales. Même si de tels arrangements sont justifiés, le PNUD collabore étroitement avec les gouvernements pour veiller à ce qu'ils n'aient qu'un caractère transitoire et n'aient pas pour effet de compromettre les capacités nationales;
- c) Des préoccupations de caractère général ont été exprimées aussi à propos de la charge de travail découlant de l'absence de liens spécifiques entre une multitude de processus et d'activités appuyés par le système des Nations Unies, dont, entre autres, les notes de stratégie nationales, les tables rondes, les groupes consultatifs, les évaluations de la coopération technique et les études prospectives à long terme. Une rationalisation de tous ces processus réduirait les doubles emplois inévitables et allégerait la charge de travail; c'est ce à quoi s'emploient actuellement le PNUD ainsi que les fonds, programmes et institutions intéressés des Nations Unies sous les auspices du CAC/CCPQO et du Groupe consultatif mixte des politiques (Fonds des Nations Unies pour l'enfance, PNUD, Fonds des Nations Unies pour la population, Programme alimentaire mondial et Fonds international de développement agricole) dans le contexte des résolutions 47/199 et 50/120 de l'Assemblée générale en date des 22 décembre 1992 et 20 décembre 1995 respectivement;
- d) En règle générale, les moyens de coopération technique mis en oeuvre par le PNUD mettront l'accent sur l'utilisation d'experts résidents à court terme plutôt qu'à long terme et auront davantage recours à des institutions et consultants nationaux et régionaux. Les experts résidents à long terme seront utilisés de façon sélective dans des domaines hautement spécialisés;
- e) Dans le cadre des nouveaux arrangements en matière de programmation, le suivi et les examens périodiques des cadres de coopération mettront davantage l'accent sur l'impact ou la durabilité que l'on peut attendre du résultat des activités appuyées par le PNUD, et il faudra pour cela élaborer des directives opérationnelles plus précises sur les indicateurs de performance à appliquer pour déterminer les progrès accomplis et évaluer les perspectives de durabilité des activités de mise en valeur des ressources humaines et de renforcement des capacités institutionnelles et pour identifier les mesures à prendre pour éliminer les contraintes qui pourraient limiter la durabilité des résultats obtenus.

VII. DECISION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

29. Le Conseil d'administration décidera peut-être de prendre acte du présent rapport.

Notes

1/ L'expression est entendue aussi comme englobant les programmes mondiaux, interrégionaux et régionaux.

2/ Pour les précédents rapports, voir les documents DP/1994/6, DP/1994/41, DP/1995/17 et DP/1995/47.

3/ Un appui a été fourni dans la sous-catégorie D3, c'est-à-dire coordination de l'aide et initiatives concernant les programmes de pays.

4/ Voir le document intitulé "Public sector management, governance and sustainable human development", Division du renforcement de la gestion et de la gouvernance, Bureau des politiques et de l'appui aux programmes, PNUD, New York, 1995.

Annexe I

DONNEES FINANCIERES RECAPITULATIVES SUR LES ENGAGEMENTS PRIS
AU TITRE DU CIP A LA DATE DES EXAMENS A MI-PARCOURS (1995)

(En milliers de dollars)

Pays/Région	CIP disponible ^{a/} (1)	Engagements à mi-parcours (2)	Pourcentage (2)/(1)
AFRIQUE			
Burkina Faso	38 243	25 685	67
Cameroun	6 817	5 182	76
Côte d'Ivoire	9 810	5 883	60
Gabon	1 281	677	53
Ghana	34 039	21 084	62
Guinée	19 759	14 953	76
Guinée équatoriale	7 930	5 426	68
Mali	42 506	27 190	64
Maurice	2 711	1 295	48
Mozambique	62 382	47 666	76
Namibie	11 867	10 071	85
Niger	33 137	27 635	83
Nigéria	87 296	30 269	35
Ouganda	57 391	36 147	63
Sao Tomé-et-Principe	3 212	1 907	59
Sénégal	18 909	15 516	82
Swaziland	4 075	3 007	74
Zimbabwe	16 190	12 266	76
Programmes multinationaux	79 330	62 822	79

^{a/} Report du quatrième cycle plus CIP du cinquième cycle ramené à 70 % de sa valeur initiale.

Annexe I (suite)

DONNEES FINANCIERES RECAPITULATIVES SUR LES ENGAGEMENTS PRIS
AU TITRE DU CIP A LA DATE DES EXAMENS A MI-PARCOURS (1995)

(En milliers de dollars)

Pays/Région	CIP disponible a/ (1)	Engagements à mi-parcours (2)	Pourcentage (2)/(1)
ASIE ET PACIFIQUE			
Bhoutan	15 167	14 976	99
Cambodge	89 158	68 194	76
Etats fédérés de Micronésie	2 260	1 923	85
Iles Marshall	1 856	1 737	94
Iles Salomon	5 468	5 728	104
Malaisie	4 209	4 000	95
Maldives	4 946	4 722	95
Mongolie	4 895	4 667	95
Palaos	479	493	103
Papouasie-Nouvelle-Guinée	5 603	4 627	83
République de Corée	4 918	4 466	91
République démocratique populaire de Corée	18 880	18 336	97
République démocratique populaire lao	23 767	21 593	91
Sri Lanka	42 559	38 296	90
Thaïlande	18 639	16 236	87
Tokélaou	1 053	1 048	100
Tuvalu	1 432	721	50
Vanuatu	1 606	1 044	65
Programmes multinationaux	130 056	127 875	98
ETATS ARABES			
Algérie	8 393	5 454	65
Arabie saoudite	n.a.	n.a.	n.a.
Bahreïn	-	-	-
Egypte	32 502	33 834	104
Jamahiriya arabe libyenne	2 388	1 881	79
Jordanie	3 750	3 733	100
Soudan	42 718	41 540	97
Yémen	27 827	21 167	76

a/ Report du quatrième cycle plus CIP du cinquième cycle ramené à 70 % de sa valeur initiale.

/...

Annexe I (suite)

DONNEES FINANCIERES RECAPITULATIVES SUR LES ENGAGEMENTS PRIS
AU TITRE DU CIP A LA DATE DES EXAMENS A MI-PARCOURS (1995)

(En milliers de dollars)

Pays/Région	CIP disponible a/ (1)	Engagements à mi-parcours (2)	Pourcentage (2)/(1)
AMERIQUE LATINE ET CARAIBES			
Anguilla	1 146	895	78
Antigua-et-Barbuda	856	313	37
Antilles néerlandaises	-	-	-
Barbade	917	727	79
Bermudes	48	2	4
Chili	6 471	4 612	71
Costa Rica	2 995	3 334	11
Cuba	8 107	6 076	75
Dominique	732	348	48
El Salvador	6 156	8 360	14
Equateur	6 173	4 479	73
Grenade	728	692	95
Guatemala	6 813	5 344	78
Honduras	9 511	7 735	81
Iles Caïmanes	163	59	36
Iles Turques et Caïques	910	617	68
Jamaïque	3 020	2 254	81
Montserrat	434	488	75
Nicaragua	17 629	16 318	93
Panama	2 152	1 595	74
Paraguay	3 268	2 984	91
Pérou	7 395	9 182	124
République dominicaine	6 7066	7 070	105
Saint-Kitts-et-Nevis	967	1 292	13
Saint-Vincent-et-les-Grenadines	1 144	652	57
Sainte-Hélène	1 653	83	5
Sainte-Lucie	987	789	80
Uruguay	3 000	2 492	83
Venezuela	2 515	1 983	77
Programmes multinationaux : Caraïbes	3 798	2 236	59
Programmes multinationaux : Amérique latine et Caraïbes	22 623	17 807	75

a/ Report du quatrième cycle plus CIP du cinquième cycle ramené à 70 % de sa valeur initiale.

Annexe I (suite)

DONNEES FINANCIERES RECAPITULATIVES SUR LES ENGAGEMENTS PRIS
AU TITRE DU CIP A LA DATE DES EXAMENS A MI-PARCOURS (1995)

(En milliers de dollars)

Pays/Région	CIP disponible <u>a</u> / (1)	Engagements à mi-parcours (2)	Pourcentage (2)/(1)
EUROPE			
Bulgarie	2 526	229	9
Malte	941	310	32
Pologne	2 479	1 348	54
Roumanie	2 689	2 438	91
Programmes multinationaux	6 676	3 743	56

a/ Report du quatrième cycle plus CIP du cinquième cycle ramené à 70 % de sa valeur initiale.

/...

Annexe II

EXAMENS A MI-PARCOURS

REGION	1993	1994	1995
Afrique	Cap-Vert, Zambie	Botswana, Comores, Malawi, Seychelles, Tchad	Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Gabon, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigéria, Ouganda, Sao Tomé-et-Principe, Sénégal, Swaziland, Zimbabwe, Programmes multinationaux : Afrique
Asie et Pacifique	Chine, Fidji, Inde, Indonésie, Tonga	Bangladesh, Iles Cook, Samoa, Viet Nam, Programmes pluri-insulaires : Pacifique	Bhoutan, Cambodge, Etats fédérés de Micronésie, Iles Marshall, Iles Salomon, Malaisie, Maldives, Mongolie, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République de Corée, République démocratique populaire de Corée, République démocratique populaire lao, Sri Lanka, Thaïlande, Tokélaou, Vanuatu, Programmes multinationaux : Asie et Pacifique
Etats arabes		Emirats arabes unis, Maroc, République arabe syrienne, Tunisie	Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Egypte, Jamahiriya arabe libyenne, Jordanie, Soudan, Yémen
Europe			Bulgarie, Malte, Pologne, Roumanie, Programmes multinationaux : Europe
Amérique latine et Caraïbes			Anguilla, Antigua-et-Barbuda, Antilles néerlandaises, Barbade, Bermudes, Chili, Costa Rica, Cuba, Dominique, El Salvador, Equateur, Grenade, Guatemala, Honduras, Iles Caïmanes, Iles Turques et Caïques, Jamaïque, Montserrat, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, Sainte-Hélène, Saint-Kitts-et-Nevis, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Uruguay, Venezuela, Programmes multinationaux : Caraïbes, Programmes multinationaux : Amérique latine et Caraïbes

Annexe III

EXAMENS A MI-PARCOURS PREVUS POUR 1996

REGION	1996
Afrique	Bénin, Burundi, Congo, Ethiopie, Gambie, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Mauritanie, Madagascar, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone
Asie et Pacifique	Myanmar, Nioué, Palaos, Philippines, République islamique d'Iran
Etats arabes	Djibouti, Koweït, Liban, Qatar
Europe	Albanie, Hongrie, Slovaquie, Turquie, République fédérative de Yougoslavie (Serbie et Monténégro)
Amérique latine et Caraïbes	Argentine, Belize